

N° 23097 — JEUDI 6 DÉCEMBRE 2018

1,50 €

Le Parisien.fr

RAS-LE-BOL FISCAL

Les centres des impôts dans la tourmente

Centre des FINANCES PUBLIQUES

Courrier des Particuliers

Courrier des Professionnels

GILETS JAUNES

Entre questions sur le prélèvement à la source et colère des contribuables, les centres des impôts sont devenus le symbole de la crise qui se joue. Reportage. PAGES 2 À 9

LIGUE 1

1-1
Paris évite le pire à Strasbourg

PAGES 18 ET 19



LP/OLIVIER LEJEUNE

Politique P.7
Macron va faire une pause dans les réformes

Economie P.10

Hôtels et restaurants cherchent repreneurs

Médecine P.12

Les centres de dialyse soupçonnés d'abus

Sport P.20

La pétanque bientôt aux Jeux olympiques?



AFP/ANNE-CHRISTINE POUJOLAT

C CONSO

Votre rendez-vous du jeudi P.16 ET 17

Le smartphone de vos rêves à prix raisonnable

R 20174 - 1206 - 1,50 €

EAJN/CIC/CLC/CLC/MOSCHETTI/REA

Sans équivoque

Les mots ont un sens, et il n'est pas supportable de voir ici et là des slogans et des tags clamer que la France serait une dictature. Quelle injure aux victimes des régimes totalitaires. Sylvain Tesson, remarquable écrivain voyageur, témoin de la planète, disait il y a quelques semaines que « la France était un paradis peuplé de gens qui se croyaient en enfer ». Ceci ne signifie en rien qu'il faille taire la souffrance et le désarroi de ceux qui peinent à boucler leurs fins de mois. Sûrement pas. Il s'agit de les entendre, ils ont beaucoup de choses à dire qu'ils taisent depuis tant d'années, sous tant de gouvernements. Mais aujourd'hui, pour les écouter sereinement, il faut immédiatement appeler à l'arrêt des violences, se battre pour que la République ne vacille pas. Appeler au calme sans ambiguïté, sans aucune équivoque, pour que l'indignité ne l'emporte pas.

L'ÉDITO DE NICOLAS CHARBONNEAU
@NicoCharbonneau

Les centres des impôts cibles de toutes les colères

Plusieurs centres des impôts ont été attaqués par des Gilets jaunes. Déjà assaillis de questions des contribuables sur le prélèvement à la source, les agents du fisc tirent la sonnette d'alarme.

PAR SÉVERINE CAZES,
AURÉLIE LEBELLE ET MATTHIEU PELLOLI

COMME LA BASTILLE était devenue en 1789 le symbole de l'arbitraire royal, les centres des impôts sont en train de cristalliser le profond ras-le-bol fiscal des Français. Depuis le 17 novembre et la première journée de mobilisation des Gilets jaunes, les actions contre les antennes locales du fisc se multiplient.

Dans la nuit de mardi à mercredi, le centre des impôts de Riom (Puy-de-Dôme) a été la cible d'un incendie volontaire. Pour la première fois, un courriel de revendication signé Gilets jaunes a été envoyé à plusieurs rédactions. La nuit précédente, c'est la trésorerie de Saint-Andiol, près d'Avignon (Vaucluse), qui a été visée en pleine nuit par un engin incendiaire alors que le percepteur et sa famille dormaient à l'étage.

« JOYEUX NOËL ET BONNES TAXES » TAGUÉ SUR LES MURS

Bien d'autres incidents ont émaillé ces dernières semaines. A Limoges (Haute-Vienne), un tracteur a été projeté contre l'entrée du bâtiment des impôts. « A Cahors (Lot), un centre du fisc a été bloqué par les Gilets jaunes. Halte au racket ou encore Joyeux Noël et bonnes taxes : ces inscriptions ont été taguées sur les murs des trésoreries du département », s'inquiète Didier Schnakenbourg, délégué syndical CGT dans un centre des impôts du Lot. A Aubagne (Bouches-du-Rhône), un site a été occupé par des manifestants, et à

Marseille, un autre a été cadenassé. Si la hausse des taxes sur les carburants au 1^{er} janvier — qu'Edouard Philippe s'est dit prêt hier à abandonner s'il ne trouve pas « les bonnes solutions » (lire page 4) — a déclenché la mobilisation des Gilets jaunes, ce qui apparaît comme une « révolte fiscale » vient de bien plus loin.

Depuis 2013, le « consentement des Français à l'impôt » s'est effrité de trois points, révèle ainsi une enquête Ipsos pour « le Monde » publiée fin novembre. Aujourd'hui, seuls 54 % des contribuables estiment que le paiement de l'impôt est un « acte citoyen » au service de l'intérêt général. Autre enseignement : 67 % des Français jugent le montant des impôts « excessif ». Enfin, 74 % des sondés estiment contribuer davantage qu'ils ne bénéficient du système (74 %, stable), seuls 5 % étant d'un avis inverse.

Trop lourd, trop illisible, pas assez juste. Le système fiscal hexagonal est critiqué de toutes parts, un paradoxe quand on sait qu'il est l'un de ceux qui réduisent le plus les inégalités au monde... « Il y a une crise du consentement à l'impôt qui est l'un des fondements de notre démocratie », a d'ailleurs reconnu Gérard Darmanin, le ministre des Comptes publics.

LA FOULE HURLAIT FASCISTES ! COLLABOS ! C'EST QUOI L'ÉTAPE D'APRÈS ? LA GUILLOTINE ? L'ÉCHAFAUD ?
UN AGENT DU CENTRE DES IMPÔTS DE POITIERS (VIENNE), BLOQUÉ PAR LES GILETS JAUNES

Il est vrai que le niveau des prélèvements obligatoires est particulièrement élevé en France, représentant aujourd'hui 48,4 % de la richesse nationale. De fait, les impôts hexagonaux sont aussi parmi les plus élevés au monde.

L'entrée en vigueur du prélèvement à la source le 1^{er} janvier pourrait encore amplifier le « ras-le-bol » fiscal avec, dorénavant, le montant de la douloureuse inscrit au bas de la fiche de paie. Si, dans les faits, ce mode de prélèvement ne change strictement rien au montant de l'impôt dû, certains contribuables pourraient avoir l'impression que leur pouvoir d'achat baisse... du fait des impôts.

Du coup, les agents du fisc sont plus inquiets que jamais. A Perpignan (Pyrénées-Orientales), des fonctionnaires ont même fait valoir leur droit de retrait après qu'un contribuable en colère a menacé « de revenir avec un fusil » (lire page suivante). Solidaires-Finances publiques, le premier syndicat des impôts, a officiellement appelé les pouvoirs publics à tout faire pour que « l'intégrité physique et morale des fonctionnaires, en charge de faire appliquer la loi fiscale, soit protégée ». « Les agents ne doivent pas devenir les boucs émissaires des choix gouvernementaux ! », tonne Anne Guyot-Welke, la secrétaire nationale. A Poitiers (Vienne), en fin de semaine dernière, 200 agents du fisc ont évacué une trésorerie sous les huées des Gilets jaunes. « La foule hurlait fascistes ! Collabos ! C'est quoi l'étape d'après ? s'indigne l'un des fonctionnaires. La guillotine ? L'échafaud ? »



Prélèvement à la source : la grande crainte du 2 janvier

ALERTE TSUNAMI ! Une vague de contribuables va déferler dans les centres des impôts le 2 janvier. « C'est la date exacte à partir de laquelle le fisc prendra en compte les demandes — naissance d'un enfant, divorce, perte d'un emploi, décès — pour modifier le taux d'imposition

d'un contribuable, détaille Philippe Laget, délégué syndical CGT à Marseille (Bouches-du-Rhône). Actuellement, les logiciels ne le permettent pas. Mais le problème, en janvier, c'est que ces modifications ne seront prises en compte qu'avec un délai par les entreprises ».

Et là où le bât blesse, dans le climat de tensions actuel, c'est que ce n'est pas le message délivré par la Direction générale des finances publiques (DGFIP). « Le ministre des Comptes publics promet que la modification du taux sera effective le mois suivant, s'agace José Navarro, représentant CGT dans un centre

des finances publiques des Hautes-Pyrénées. C'est faux ! Elle ne sera pas prise en compte le mois suivant. Si bien qu'en janvier-février, il y aura plein de situations conflictuelles. »

GEL DES CONGÉS ET CDD EN RENFORT

La DGFIP assure s'être mise en ordre de bataille. La consigne a ainsi été donnée aux agents de ne pas prendre de congés début 2019. « Il faut que tout le monde soit sur le pont à ce moment-là, assume la DGFIP. Cinquante-six CDD vont également être embauchés, formés et déployés sur le terrain

avant la fin de l'année pour faire face à l'afflux de demandes des contribuables. »

« Un emplâtre sur une jambe de bois », estiment en chœur les syndicats de Bercy. Certes, ces CDD pourront répondre à quelques questions classiques sur le prélèvement à la source mais certainement pas gérer toutes les situations. « Nous-mêmes, nous ne sommes pas encore au point, soupire Bernard Gentilleau, agent des impôts et délégué syndical CGT dans les Pyrénées-Orientales. Nous recevons dix mails par jour de mise à jour de la réforme, que nous n'avons même pas le

temps de lire, d'autant que certains font... 300 pages ! » « Même avec ces mesures — renforts et gel de congés —, nous ne sommes pas persuadés de pouvoir faire face à tous les contribuables en janvier », s'alarme Olivier Vadebout, secrétaire général de la CGT-Finances publiques.

Chez les agents du fisc, l'inquiétude est réelle. « Avec les Gilets jaunes, j'espère que la journée du 2 janvier ne se transformera pas en nuit du 4 août (NDLR : celle de l'abolition des privilèges lors de la révolution de 1789) », confie un représentant de Solidaires-Finances publiques.

A.L. ET M.PE.

“ AVEC LES GILETS JAUNES, J'ESPÈRE QUE LA JOURNÉE DU 2 JANVIER NE SE TRANSFORMERA PAS EN NUIT DU 4 AOÛT 1789 ”
UN REPRÉSENTANT DU SYNDICAT SOLIDAIRES-FINANCES PUBLIQUES



Ermont (Val-d'Oise), lundi. Les contribuables qui poussent la porte du centre des impôts dénoncent souvent la pression fiscale.

« Nos gouvernants cherchent à tout prix à faire rentrer de l'argent »

Ali, retraité rencontré au centre des impôts d'Ermont (Val-d'Oise).

PAR NICOLAS SCHEFFER
À ERMONT (VAL-D'OISE)

« J'AI CONNU MAI 1968 et ça va recommencer ! » s'exclame Ali en reprenant sa voiture sur le parking — bien rempli en ce lundi matin — du centre des finances publiques d'Ermont, dans le Val-d'Oise. Ancien maître d'hôtel au Pavillon Elysée (Paris VIII^e), un restaurant proche du palais présidentiel, ce retraité qui a enfilé une veste de sport par-dessus un costume soigné, se dit asphyxié. « On vous donne votre retraite de la main droite et on vous la reprend avec la gauche. Nos gouvernants cherchent à tout prix à faire rentrer de l'argent. » Pourtant, lui, ne ressort pas les mains vides puisque les impôts lui ont remboursé un trop-perçu. Les agents ? « Ils sont sur les nerfs, ils me demandent d'aller vite, alors que je suis handicapé », se plaint-il.

A l'intérieur de cette perception de deux étages, une quinzaine de personnes patientent. A intervalle régulier, trois notes retentissent pour signaler un guichet disponible. Deux préposées se relaient pour orienter le public : « C'est à qui ? Bonjour madame, en quoi puis-je vous aider ? » Célia, un dossier rouge sous le bras, est coiffeuse. Elle a failli s'étrangler en voyant sa simulation du prélèvement à la source sur son bulletin de paie. « Avant, j'étais entre 1,5 et 2 %, là, on me demande un taux à 7 %. Heureusement que j'ai été alertée par la simulation avant la mise en application le 2 janvier. »

Sa situation est réévaluée rapidement. C'était une simple erreur, Célia ne paiera pas plus d'impôts avec le prélèvement à la source qu'avant la réforme. Comme dans le cas de Mahtal, animatrice à Euabonne, qui ne comprend pas pourquoi sa mensualisation passerait de 34 € à plus de 110 € après appli-



cation du prélèvement à la source. « Sur un salaire de 1 200 €, vous imaginez ? Heureusement que j'ai été attentive. »

« QUI VA PAYER LES DÉGÂTS ? C'EST NOUS, LES CONTRIBUABLES ! »
SYLVIE QUI COMPREND LES GILETS JAUNES MAIS DÉPLORE LES VIOLENCES

Traînant un peu des pieds, Ali, 47 ans, revient pour la troisième fois cette semaine. Il travaille de nuit dans un centre de tri de la Poste et a renoncé à dormir tout de suite pour régler son problème. Car, pour la première fois, son fils de 20 ans s'étant mis à gagner de l'argent, il va devoir acquitter l'impôt sur le revenu. On lui réclame 1 500 €, en plus de sa taxe d'habitation, passée de 200 à 500 €. Il est dépité : « Ils vont tout m'enlever ! »



Ermont, lundi. Mahtal est venue contester la simulation de prélèvement à la source et Ali a, lui, réussi à se faire rembourser un trop-perçu.

Pour valider la cession des parts de sa société, Nadjia s'attendait à payer une centaine d'euros à l'administration fiscale. Mais ce n'est pas moins de 830 € qu'il a dû déboursier après avoir attendu vingt minutes et qu'on le redirige vers le bon guichet. « Encore une taxe que l'on ne connaissait pas », souffle-t-il. Cet entrepreneur dans l'immobilier, qui dit « travailler à 90 % pour l'Etat », comprend la colère des Gilets jaunes, même si, sur la forme, il se sent « un peu honteux parce que ça donne une image dramatique de Paris ».

Un constat que partage Sylvie, qui trouve qu'il y a « une sale ambiance ». Elle aussi comprend les revendications, mais interroge : « Qui est-ce qui va payer les dégâts ? C'est nous, les contribuables ! »

DOTÉE D'UN BUDGET de 8 Mds€, la Direction générale des finances publiques (DGFIP) est la deuxième administration civile de l'Etat en taille avec 100 000 agents répartis sur 4 000 sites. Un colosse fortement touché par la chasse aux économies. « Les services des impôts ont subi 30 000 suppressions d'emplois ces dix dernières années », s'indigne Olivier Vadebout, de la CGT-Finances publiques.

Et le gouvernement, qui compte

supprimer 50 000 postes de fonctionnaires sur le quinquennat, estime qu'il reste du gras. « 2 130 suppressions de postes sont d'ores et déjà inscrites pour nous dans le budget 2019 », soupire Anne Guyot-Welke, secrétaire nationale de Solidaires-Finances publiques, premier syndicat des impôts.

Des baisses d'effectifs qui mettent aujourd'hui en péril la mission des impôts selon les organisations syndicales. « En dix ans, nous avons

perdu un agent sur quatre, peste Didier Schnakenbourg, délégué CGT dans un centre des impôts du Lot. Voyez le résultat ! Les Gilets jaunes se révoltent parce qu'ils n'ont plus accès aux services publics. Et la seule chose qu'on leur dit c'est : allez cliquer sur Internet ! »

Même son de cloche dans un centre des impôts des Hautes-Pyrénées. « Nous sommes dans une région où la moyenne d'âge est élevée, relève José Navarro, délégué

syndical CGT. Ici, la fracture numérique, ce n'est pas qu'un concept ! Hélas, nous avons perdu 190 emplois en quinze ans. Nous ne sommes plus que 345 agents dans le département et aucune des trésoreries n'est ouverte l'après-midi faute d'effectifs. Deux trésoreries seront fermées en 2019. Il y a une logique de destruction, on vide les territoires ruraux de la présence des services publics. »

A.L. ET M. PE.

Malaise à la Trésorerie de Perpignan

DE NOTRE CORRESPONDANT
CHRISTIAN GOUTORBE
À PERPIGNAN (PYRÉNÉES-ORIENTALES)

COMMENT FAIRE FACE ? Comment accueillir ces centaines de personnes « au bout du rouleau fiscal » qui débarquent au guichet ? C'est la question que se posent depuis des mois les agents du centre des finances publiques de Perpignan-Côte Vermeille (Pyrénées-Orientales). Ici défilent en moyenne 1 200 personnes par jour devant huit agents d'accueil, dont quatre sont en arrêt maladie. L'un d'entre eux pour burn-out.

« C'est violent, vraiment violent. Violent parce que les administrés n'en peuvent plus, on reçoit des insultes. Violent aussi par le nombre de personnes que l'on doit voir chaque jour et parce qu'on reçoit toute la détresse du monde. Il ne se passe pas une journée sans qu'une personne n'éclate en sanglots. C'est rude à encaisser », confesse Florence Gout, trente-quatre ans de métier.

Depuis le 5 novembre, une grève perlée a été lancée par la CGT et Solidaires pour sauver quelques postes de travail dans le grand chambardement des effectifs programmé par Bercy (lire ci-dessous). « Ici, 27 postes vacants sont non affectés et 20 sont sur la sellette », se désole Vincent Paumard, du syndicat

Solidaires. Finalement, 15 postes seront supprimés — le couperet est tombé hier.

« Le malaise est profond, la charge de travail énorme. Et, à partir de janvier, il faudra faire face au prélèvement à la source, un mécanisme pour lequel je ne suis pas encore formé », explique Bernard Gentileau, syndicaliste CGT. « Pour cette séquence, nous avons prévu de renforcer les équipes, comme nous le faisons déjà pour l'accueil dans ce centre », répond Didier Bonnel, le directeur départemental, qui doit gérer un contexte social tendu.

INTERNET VA-T-IL PRÉCIPITER LA FIN DES CENTRES DES IMPÔTS ?

A l'extérieur du centre des impôts, devant la grille, les contribuables piétinent pour quêter un peu de lumière dans le labyrinthe fiscal ou un étalement des traites. Manuel est largué. Victime de deux AVC, sa femme ne peut plus « s'occuper des impôts ». Alors, à 74 ans, ce maçon à la retraite s'immerge dans la paperasse fiscale. « Ici, plus de la moitié des contribuables ne sont pas capables de s'en sortir avec Internet », ajoute encore Bernard Gentileau, qui soupçonne les technocrates de Bercy de vouloir carrément supprimer la case « accueil » des finances publiques.



Perpignan (Pyrénées-Orientales), hier. Quelque 1 200 personnes se rendent chaque jour dans ce centre des impôts qui va bientôt perdre 15 postes.

Plus de 2100 emplois supprimés au fisc en 2019